

Le maléfice de la vie à plusieurs

Étienne Tassin

Conclusion

Les divisions du social

La vie est politique en raison de la pluralité des êtres, des peuples, des opinions, des cultures, des États, c'est-à-dire des acteurs et des actions. Elle l'est donc en raison des divisions que la pluralité entraîne. Et des conflits que ces divisions font naître et perpétuent. Elle l'est en raison des combats qui se mènent au sein de ces divisions, et qui redivisent autrement, continûment, les rapports de forces et les forces en rapport. Elle l'est en raison d'un désir inextinguible de liberté, et en raison de la présomption d'égalité jamais assez avérée mais jamais assez démentie pour que cessent les luttes d'émancipation, ces manifestations d'égalité, comme autant de partages qui composent, décomposent et recomposent des peuples d'acteurs différenciés en chaque lutte. Et au milieu de ces combats, parfois confondus avec eux, parfois hostiles, tant de petits peuples évanescents qui s'ordonnent quelque temps à des revendications d'intérêts, de privilèges, de droits acquis ou à quelque fantasme identitaire ou électif. Ou encore des peuples émeutiers que soulèvent la faim, l'indignation ou la colère, ou l'insupportable déni d'existence aux banlieues de la vie. Qui fera le tri ? Qui dira quelle manifestation, quelle protestation, quelle insurrection est politique, quelle ne l'est pas ? Peut-être pourrait-on, paraphrasant Nietzsche, dire qu'il n'y a pas de phénomènes politiques mais seulement des interprétations politiques des phénomènes.

On peut assurer en tout cas que la vie politique cesse d'être politique dès lors qu'à la pluralité, à ses divisions, à ses conflits, à ses combats se substitue la prétendue unicité d'un corps politique soudé, d'un peuple unifié et identifié, d'une opinion consensuelle et raisonnable, d'une culture partagée ou d'un gouvernement unitaire, qu'il soit national ou mondial. Le système totalitaire aura été dans l'histoire récente la tentative la plus démesurée d'éliminer la pluralité par une technologie de la domination, et donc de faire disparaître toute vie politique. La globalisation économique du monde à l'œuvre aujourd'hui tend à forcer une autre élimination des pluralités personnelles, individuelles, culturelles, confessionnelles, sociales, économiques et politiques, élimination qui, sous couvert de « bonne gouvernance », procède cette fois d'une soumission du plan politique à la logique hégémonique du capitalisme libéral qu'aucune puissance en aucun *démos* n'est, semble-t-il, en mesure de contrer.

Qu'on entende bien cependant: nul doute que l'objectif prioritaire, et qu'on dit ordinairement « politique », des gouvernements, en écho aussi à une attente sociale, soit de produire et d'entretenir la fiction d'une identité et d'une unité nationales, au service desquels ceux-ci mobilisent qui l'argument confessionnel, qui l'argument communautaire, qui l'argument culturel autant que les arguments économique, civique ou politique. C'est dans l'ordre des choses, et l'on espère avec raison de tout être qui prétend à des responsabilités politiques ou qui les exerce qu'il s'y emploie. Il est là dans son rôle. Mais il est tout aussi raisonnable d'attendre du citoyen ordinaire qu'il désapprouve et conteste, voire se porte à quelque extrémité, comme le dit si bien Machiavel, afin de contraindre le gouvernement ou le contredire. Ou tout simplement afin de lui rappeler qu'il ne doit ses titres et pouvoirs qu'aux peuples qu'il prive pourtant toujours de leur liberté dans l'exercice de ceux-ci. Et donc que sa mission est mal remplie, son office mal accompli, ses manières inappropriées, ses résultats insatisfaisants. Qu'il ne satisfait pas à ce qu'on attend de lui quand bien même on sait pertinemment qu'il ne saurait le faire, puisque c'est impossible, même s'il a promis de le faire

et qu'on a fait semblant de le croire. Le peuple fait remontrance, là est son rôle, qui est un contre-rôle – telle est l'ambivalence du contrôle. Il est dans la rue, là est son aître¹.

C'est même cette récurrente manifestation de mécontentement, ce désaccord systématique : démonstration, protestation, revendication, qui fait de lui le peuple qu'il est. Surtout parce qu'en démocratie, le gouvernement tient son emploi de ce même peuple qu'il prétend satisfaire et qu'il ne cesse de contrarier. On doit donc moins appeler « peuple » le corps civique indivis et souverain qui, depuis son identité fictive et purement symbolique, élit ses magistrats, que les peuples divisés qui protestent très concrètement et très ordinairement contre le gouvernement issu *du* peuple. On pourrait même décrire ainsi la logique républicaine des démocraties : la fiction du peuple souverain indivis ne cautionne le pouvoir gouvernemental qu'il est supposé avoir investi de son autorité que pour pouvoir le contester dans ses œuvres par les multiples manifestations d'hostilité ou de réprobation auxquelles il s'adonne, entravant autant que faire se peut les réformes que le gouvernement dit entreprendre au nom du peuple et pour son bien. Faire front, c'est la leçon des Fronts populaires contre le front national. Si toute doléance est remontrance, toute protestation est aussi, explicitement ou non, revendication : l'émancipation réside moins dans l'obtention de ce qu'on revendique que dans la revendication de ce dont les gouvernements refusent l'obtention. Rôle et contrôle.

Un peuple politique commence dans les protestations et existe dans et par les manifestations de celles-ci. Comme si l'institution qui procède de sa prétendue « volonté générale et souveraine » n'avait d'autre sort que d'être contredite par le pouvoir constituant dont elle est issue et qui sans cesse reprend son office pour destituer l'autorité qu'il vient d'oindre. Au lendemain du premier tour des élections présidentielles françaises de 2002 qui virent le candidat d'extrême droite accéder au second tour, un peuple indigné et nombreux est descendu dans la rue pour protester contre les résultats d'un scrutin qui traduisait la volonté dudit peuple : un homme politique « responsable » a pu, une fois de plus, répéter ce cliché qu'en démocratie le pouvoir n'appartient pas à la rue si le suffrage en a décidé autrement. Il avait bien raison ; et son propos était d'une rare bêtise. Car il est du devoir du peuple de contester le peuple autant que le gouvernement. C'est même à cela qu'on reconnaît son état de santé. Le peuple joue le jeu des institutions démocratiques, sans lesquelles il n'y aurait pas de démocratie : il vote. Et le peuple joue le jeu d'un peuple démocratique qui ne se laisse pas absorber et leurrer par les institutions qu'il cautionne, sans quoi cette démocratie n'en serait pas une : il conteste son propre suffrage et le gouvernement qui s'apprête à l'avaliser. Il se contredit comme il contredit le gouvernement qu'il a soi-disant missionné pour gouverner. Et ça c'est bien. Nous sommes en démocratie parce que, et tant que, cette contradiction est maintenue vivante. Nous cessons de l'être quand l'institution fait taire la protestation ou lorsque la protestation s'érige, sous l'effet d'une instrumentalisation de l'indignation en une stigmatisation de « l'ennemi du peuple » et de l'organisation des peuples divers, en une puissance unifiée et hégémonique qui renverse l'institution qui, de toute façon, trahit le peuple. Car ici *le* peuple a servi à renverser *le* pouvoir au détriment des peuples qui composent le peuple et qui luttent contre les pouvoirs qui administrent le pouvoir. Cette contradiction aussi appartient au maléfice et est condition d'une politique démocratique.

¹ **Aître** De l'allemand : [Wesen](#).

Vieux mot français qu'utilise Gérard Guest, repris par François Fédier, pour rendre une nuance de l'emploi heideggérien du mot *Wesen*, que l'on traduit le plus souvent par « essence », ce qui conduit à perdre le sens verbal et celui de la durée temporelle. Il y a dans l'emploi de *Wesen* les sens de « séjourner », « demeurer », « habiter » (en un lieu) et aussi temporellement ceux de « durer », « rester », « séjourner ». (...) Il s'agit d'une tentative de passage d'un commencement de penser à un autre commencement débouchant sur « une véritable transformation, ou encore d'une métamorphose du mode d'être de l'« être humain » — voire de l'« aître » même de celui-ci — sa « demeure » et sa « manière d'habiter », autrement dit : son « habitude » de l' Être ». ([Lexique de Martin Heidegger](#), Wikipedia).

On doit prêter attention au fait que les protestations sont multiples et diverses, et contradictoires, et passagères ; et que derrière la fiction du peuple souverain et indivis, les peuples sont pluriels, divisés, éphémères. Peuples d'acteurs aux identités labiles et illogiques, et non d'obligés, d'assignés, d'enracinés ou de serfs. Les divisions du peuple en de multiples et évanescences communautés d'acteurs protestataires sont la seule manière d'exister pour ce peuple indivis dont la fiction supporte les régimes républicains et, avec lui, les oligarchies du capital.

À la souveraineté relativement contrôlée du capitalisme unifié d'autrefois, on opposait le mot d'ordre d'une autre unification : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » À la souveraineté coordonnée mais décentralisée du capitalisme globalisé, devra-t-on dorénavant opposer un nouveau slogan : « Peuples de tous les pays, divisez-vous ! » ? Divisez-vous, c'est-à-dire ? Non pas affaiblissez-vous selon la logique du pouvoir qui a toujours su qu'il fallait diviser pour mieux régner. Mais : démultipliez les lieux et occasions politiques, les terrains de réclamations et de contestations, les lieux d'émancipation et d'expérimentations, décomposez et recomposez autant de peuples non identifiables surgissant à la pointe de combats sporadiques aux carrières incertaines. Les leçons de l'ancienne guérilla seraient-elles devenues celles de la politique postétatique dans l'univers libéral globalisé tout entier ordonné aux lois du profit ? Qui sait ? Ce qui est sûr, c'est que la politique n'est plus guère du côté des gouvernements devenus de simples gestionnaires d'un capital social dilapidé, tenant le discours illusoire des réformes nécessaires et pratiquant de fait la vente aux enchères des services publics. Elle est du côté des manifestations de peuples rétifs, protestataires et inassimilables. Ou plutôt, du côté des scènes conflictuelles qu'ils font surgir, contrariant la bonne gouvernance du social qui sert de paravent aux banques et aux Bourses.

Retrouver le sens du politique contre cette administration de la pénurie et le management des intérêts et des prébendes auquel elle revient toujours, c'est entendre à nouveau l'intelligence grecque du tragique qui lie la vie politique à la condition humaine et assume avec sa finitude le maléfice de la vie à plusieurs. Il ne s'agit pas, on l'a vu, de diaboliser le pouvoir qui corrompt les hommes, le Capital qui pourrit les âmes, ou la fatalité qui asservit les vies. Il s'agit de prendre au sérieux ce qu'impliquent la pluralité, les divisions, les conflits et les luttes qui font l'ordinaire de la vie politique. Ainsi est la vie à plusieurs : nous désirons beaucoup et pouvons peu ; le sort commun déjoue chaque fois nos projets ; ce que nous entendons réaliser se dérobe et ce que nous redoutons advient ; avec les autres, le sens de nos actions change et nos efforts se déroutent. La politique est le règne des déviations et de l'obliquité. Il nous semble alors qu'une logique implacable nous prive de tout pouvoir et impose, sous couvert de raison économique, de toujours devoir se plier à la nécessité qu'est pour les sociétés comme pour les entreprises ou les marchés financiers la course au profit. Cela est vrai : cette logique s'impose et nous dépossède de nos moyens de vivre autrement. Mais cela est en partie vrai ; et donc pour partie faux : tant que des divisions politiques s'expriment qui fissurent la belle et lénifiante rationalité économique dont se justifient les délocalisations, les flexibilisations, les soumissions aux marchés financiers, le maléfice est aussi l'occasion et le ressort d'actions contestatrices par lesquelles se nouent autrement les relations sociales, se composent autrement des peuples et des vies insurgentes, se dessinent autrement des horizons de mondes partagés dont les principes seront toujours, il n'y a là nulle révélation, le désir de liberté, la présomption d'égalité et le souci de la justice.

Les devisements du monde

À l'aurore de notre monde dit moderne, dans le donjon de Gênes où il est retenu prisonnier en l'an de grâce 1298, un homme d'expériences dicte à son compagnon d'infortune le récit de ses voyages à travers l'Asie, de Constantinople à Pékin, d'Indochine en Inde et d'Inde aux côtes orientales de l'Afrique. Marco Polo fait la relation de ses voyages et de ses séjours en pays

étrangers, auprès des grands de ces mondes mais aussi des peuples de ces mondes que les premiers gouvernent : « car il y a maintes étranges et merveilleuses choses à ne point passer sous silence, qu'on ne voit nulle part ailleurs dans le reste du monde² ». Messire Rustichello rédige. Une relation est un récit dont le sens est de faire partager une expérience à ses destinataires. Conter relie. Ce qui est ainsi relié est ce qui a été vécu par l'un mais pas expérimenté par l'autre : le récit fait vivre par procuration, si l'on veut. Il lie ainsi deux expériences, l'une réelle, l'autre imaginative ; et par là, il fait voyager les sédentaires que nous sommes dans le moment où le voyageur se repose après un quart de siècle de vagabondage. Car ce voyageur est à ce moment enfermé. Vénitien, Marco Polo est retenu par les Génois au cours d'une des péripéties de la guerre qui oppose les deux cités.

Le livre qu'il dicte alors et qui fait le récit de ses aventures et des mondes qui en furent le décor portera comme titre : *Le livre des merveilles*. Il fut en vieux français intitulé : *Le devisement du monde*. Certes, les merveilles sont dans le monde, ou plutôt elles sont ces choses du monde et ces mondes eux-mêmes que le récit présente. Mais ce qui rend merveilleux ces mondes absents, c'est leur relation : le devisement. La plupart des chapitres dont le livre est composé portent un titre du type : « Ci devise de la cité d'Eçina », « Ci devise du palais du grand Can », etc. Marco Polo devise les mondes, les peuples, les cités, les fêtes et les coutumes, autant de manières d'être au monde. Et ces devises de monde recomposent les mondes en les liant à d'autres mondes auxquels nous pouvons les appareiller. Deviser, c'est « s'entretenir aimablement ». Le devisement est certes une aimable relation, mais c'est avant tout l'aimable relation des divisions. Comme toujours, la langue est ici riche de savoirs et d'expériences : le terme provient du bas latin *devisare*, qui est la « forme altérée par dissimilation de *divisare*, lui-même fait sur le supin *divisum* du verbe classique *devidere* "partager, répartir" ³ ». Le devisement du monde procède de sa division. Il n'y a de monde qu'en raison d'une pluralité de mondes, d'une pluralité de manières de dire le monde, d'une pluralité d'acteurs et de locuteurs, eux-mêmes divisés. Mais le devisement, aimable entretien du monde avec d'autres, procède aussi à la recombinaison des mondes divisés. Non qu'il les réunisse ou les unifie, voire les rassemble, mais parce qu'il en recompose les divisions autrement pour relier les expériences et lier le sensible à l'imagination. Le devisé partage autrement le divisé. Ambiguïté de ce partage, d'être à la fois ce qui divise, sépare, distribue, oppose et donc souvent suscite âpres conflits et luttes ; et d'être ce qui relie et fait naître une communauté depuis la communication des expériences. Deviser les divisions et diviser les devisements, tel est ce que fait *Le devisement du monde* dont l'auteur, qui se donne comme un narrateur, un conteur, « s'est dit que ce serait grand malheur s'il ne faisait pas coucher par écrit toutes les grandes merveilles qu'il vit ou reçut pour vraies, de sortes que les autres gens, qui ne les ont ni vues ni connues, les sachent grâce à ce livre¹ ». Il nous faut comprendre qu'un récit ne saurait composer *Le livre des merveilles* qu'à condition d'avoir su deviser le monde. Et donc que les merveilles ne sont pas dans le monde mais dans son devisement ; et donc, bien sûr, dans ses divisions. Ainsi se tisse un monde qui *inter homines est*, un monde indéfini d'entretiens qui *inter est*, au plus loin des intérêts économiques, confessionnels ou nationaux par lesquels ce même monde est toujours divisé. Le devisement du monde en ses divisions est un entretien du monde, il tient le monde *entre*, entre conteurs et contés : il peut aussi se nommer « amitié » ou « entre connaissance ». Montaigne ou La Boétie.

² Marco Polo, *Le devisement du monde. Le livre des merveilles*, Paris, éd. La Découverte, 2004, t. II, p. 388.

³ A. Rey, *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 1998, 1.1, p. 1067.

Ce n'est pas candeur que d'invoquer en cet endroit le devisement du monde et de le solliciter comme l'envers de la division. Devisement pourrait être le nom de ce qui inverse en chaque division la rupture qu'elle implique et la perte de monde qu'elle produit. Non qu'il s'agisse de penser avec lui la restauration de ce qui a été blessé, la réparation de l'injure ou la restitution des titres et des biens spoliés dans et par la vie à plusieurs. Contrairement à ce que dit Hegel, il importe de séjourner auprès des blessures individuelles et de n'en point faire trop rapidement le tremplin des bienfaits à venir. Mais parce que le devisement pourrait décrire au mieux ce que Nicole Loraux a tenté d'indiquer comme « le lien de la division » et que nous recherchons quand nous nous mettons en quête du lien politique que projettent le désir de liberté, la présomption d'égalité et le souci de la justice : c'est, dans les discordes, dans les conflits, par lesquels les communautés se divisent, les liens se défont, les différends s'enlisent, ce qui instaure la possibilité d'un autre partage, d'une autre obligation, d'un autre litige autour desquels ne cesse de se construire, de se déconstruire, de se reconstruire la vie à plusieurs. Cela, on l'a vu, à plusieurs reprises. Bien que la justice soit impossible alors qu'elle est requise, la division des voix fait apparaître un étrange devisement – la voix d'Athéna dit un conte que, de bouche à oreille, les voix se transmettent depuis les commencements des temps – qui rend possible d'accomplir ce que les hommes ne peuvent accomplir. Et ce conte fait un nouveau compte. Et bien que le gouvernement de ces hommes soit lui aussi impossible, un étrange devisement de la société partagée – séparée et transmise –, du monde travaillé de divisions insurmontables, se produit dans les luttes où s'éprouvent la solidarité des ébranlés et la haute exigence de justice qui, ensemble et contradictoirement, habitent Antigone et Créon, en sorte qu'au travers des déchirements inévitables la cité se ressaisit encore ; et se gouverne. Mais elle ne le fait que dans l'injustice reconduite. Les voix divisées et recomptées, recomposées, devisent autrement le monde en contant la division. Et ce pour quoi la cité s'était divisée, ce pour quoi les femmes et les hommes s'étaient battus, cela advient, comme le suggère Williams Morris, malgré leur défaite, différent certes, mais sous une forme telle que d'autres reprennent ce combat sous un autre nom, s'exposant à leur tour aux déchirements et à la défaite. Autant de devisements du monde...

Le devisement pourrait aussi être le mode sous lequel ceux que la cité tient éloignés d'elle, ceux qu'elle confine en ses marges, ceux qu'elle dissimule en son sein, ceux qu'elle prive d'apparitions et de visages, peuvent encore espérer entretenir un lien avec ce monde qu'ils ont visé comme leur victoire, où ils ont échoué comme par accident et où ils furent sommés de disparaître pour salaire de leur échec. Car le devisement est également dévisagement : nulle indivision n'est requise au fondement des sociétés, nulle vision commune n'est obligée, nulle prévision historique souhaitée. Chacune de nos entrées en ces questions a tenté de le montrer. Seule a lieu la division et seule elle peut être envisagée. Envisager la division, c'est lui donner apparence, visibilité. Mais quel est le visage de la division ? Seule la divisibilité peut donner visibilité, rendre visible la division. *Le visible ne saurait être qu'un divisible.* Certes, ici les mots jouent, pense-t-on, et ce jeu est plaisant ; mais est-il sérieux ? Oui, le jeu des mots porte avec lui une idée, qui est une idée importante, et qui est : il ne saurait y avoir de visibilité, en cet espace public d'apparitions qui constitue le lieu politique par excellence des démocraties républicaines, sans di-visibilité, sans pluralité des visibles et donc conflictualité des apparaître. En témoigne sur un mode bien souvent convenu et pourtant dévoyé la querelle dite du voile, de la burka ou du niqab qui occupe depuis une quinzaine d'années l'espace médiatique de nos sociétés dites « développées » et les met assez mal à l'aise. Ce n'est pas là un simple symptôme ; ou si c'en est un, il indique avec précision un point critique. Qui a le droit

d'apparaître ? Qui est condamné à disparaître? De quels visibles l'espace d'apparition serait-il exclusif ? Le serait-il de la manifestation visible du refus de la visibilité ? De l'exhibition de ce refus ? Ces quelques questions suffisent à souligner que la visibilité divise encore et que nulle indivision de la cité ne saurait y surseoir par une loi qui interdirait la manifestation visible du refus de la visibilité. Le visible est le lieu et l'objet d'une querelle indéfinie : division du visible et devisement des apparaître.

Le devisement du monde est une manière de désigner cette difficulté, mais aussi de l'assumer sans prétendre la résoudre. Car deviser la division – ce qui revient aussi à diviser le devisement – ne peut se faire qu'en produisant un espace commun de visibilité dont ne sauraient par principe être exclus ceux dont notre société ou nos politiques ont prononcé la disparition. Deviser la division, c'est alors aussi entretenir le visible dans sa divisibilité même. L'exact inverse de la formule caricaturale de la visibilité panoptique, indivise et unifiante : *Big Brother is watching you*, que vérifient les discours et les pratiques sécuritaires qui multiplient les vérifications d'identité et les caméras de surveillance. À ce fantasme scopique qui procède d'une centralité obsédée de contrôle et d'assujettissement, la divisibilité du visible oppose une scène conflictuelle irréconciliable qui fait de la visibilité un problème, de l'espace public un lieu de revendications contradictoires sur les apparitions et les apparaissants et de la disparition le crime politique par excellence. Et le devisement du monde se donne comme la forme sous laquelle la division du visible est parlée, contée, mise en scène en sorte de lier ceux qui n'en font pas l'expérience et dont l'existence est en quelque sorte suspendue à ceux qui en vivent. Aux vérifications d'identité, il opposera toujours une vérification de l'égalité car l'égalité des intelligences et des vies est toujours présumée dans le devisement du monde. C'est aussi pour cela qu'on parle – grâce à cette égalité et en vue d'elle – et c'est aussi ce que la parole prouve. Le devisement est alors la manière non pas de remédier au maléfice de la vie à plusieurs, mais d'en contrer les effets destructeurs, d'en doubler les intrigues invalidantes et déprimantes par une politique de l'entre-connaissance, de l'entretien, de l'entre-vision. Entrevoir, d'un regard oblique et fragile mais hospitalier, ces autres mondes que nous ne saurions mépriser ni dominer, même du regard, mais dont le défaut ou le rejet retient celui que nous disons nôtre d'en être un. Le faire librement et également, justement. Le devisement du monde serait-il le véritable bénéfice d'une vie à plusieurs qui ne saurait par ailleurs se soustraire au maléfice attaché à la pluralité ?

Quatrième de couverture

Ce livre *est* une charge contre l'idée de gouvernance qui a envahi notre réflexion politique : alors que l'expérience nous apprend que sont démocratiques les sociétés qui s'efforcent de réformer le gouvernement, nous restons persuadés qu'il appartient au gouvernement de réussir à réformer la société. Étienne Tassin y voit une régression de la pensée politique qui oublie que la vie à plusieurs est façonnée par les conflits, échecs et divisions qui la traversent. Il nous invite à reprendre la leçon des Grecs qui inventèrent la tragédie pour rendre compte de cette situation politique proprement humaine.

Les Grecs (et un Latin) seront donc nos guides pour éclairer notre démocratie contemporaine : Oreste pour appréhender la question de la justice, Œdipe celle du maléfice, Antigone la dissidence, Socrate l'utopie, Caton les révolutions, Épaminondas la jeunesse insurgée, Gygès les oubliés du régime libéral, Achille le courage des sans-papiers, Diogène la question des migrants...